

Un accord « censé être signé en mars »

NICKEL. Mark Travers, directeur de la division Métaux de base de Vale, a précisé au journal *Les Echos* le projet de cession de l'usine du Sud.

À l'heure où tombent les chiffres de production du groupe, ses mots sont attendus. « Nous ne voulons pas partir sans trouver une solution durable pour l'avenir des opérations et de nos collaborateurs ». Mark Travers, directeur de la division Métaux de base de Vale, vient d'accorder une interview, au journal français *Les Échos*, entièrement consacrée au projet de cession de l'usine du Sud. Dans cet entretien publié vendredi en Métropole, le cadre du groupe brésilien évoque la révision du modèle économique à la suite de la catastrophe de Brumadinho en 2019, et « Vale NC n'est pas pour nous un actif stratégique, malgré l'essor des voitures électriques qui alimente la demande en nickel ». Toutefois, « Vale NC est sur la voie du succès pour devenir autonome mais a besoin encore de soutien financier important. Ce soutien, nous sommes prêts à l'apporter dans le cadre d'un projet de reprise solide tel qu'il existe aujourd'hui à travers le consortium Prony Resources », note Mark Travers qui n'oublie pas les tensions actuelles et les violences dans le Sud. L'usine, mise à l'arrêt, « ne pourra redémarrer que si le calme et la sécurité sont garantis. Mais, en tout état de cause, elle ne redémarrera qu'avec un nouvel actionnaire ».

« ABSENCE DE VOLONTÉ DE DIALOGUE »
Le responsable du marché du nickel chez Vale observe « une réelle ouverture d'esprit au sein du consortium, mais nous sommes préoccupés par l'absence de volonté de dialogue



« La mise à l'arrêt de l'usine coûte cher et c'est de l'argent gâché qui aurait pu être injecté dans des projets plus utiles », note Mark Travers. Photo DR

de la part des indépendantistes », rapporte le titre économique *Les Échos* après l'échange. « De notre côté, nous sommes ouverts à toute proposition dans le cadre du projet de reprise existant, le seul viable sur la table. » Les aiguilles de l'horloge tourment, le 12 février avait été annoncé comme la date limite du compromis de vente après la signature le 9 décembre d'un engagement avec le consortium incluant le négociant suisse de matières premières Trafigura. Le calendrier a été un peu révisé. Selon Mark Travers, « un accord est censé être signé en mars avec des jalons intermédiaires en février. On peut envisager de prolonger encore un peu les discussions, mais nous avons besoin d'avoir des signes positifs dans



« Nous avons commencé à transformer le modèle économique de nos opérations en Nouvelle-Calédonie. Nous estimons à trois ou quatre ans le temps nécessaire pour que le repositionnement soit pleinement achevé ». Photo Y. M.

les semaines qui viennent. Le temps presse et il devient urgent de trouver une solution ». Et si les négociations échouent, « l'usine sera mise sous cocon avec un dispositif de protection des actifs. J'espère que nous pourrons éviter ce scénario. » Yann Mainguet

Quelle production en 2020 ?

Si la production globale de nickel chez Vale a grimpé de près de 20% en fin d'année 2020 par rapport aux mois antérieurs, le curseur a lui fléchi sans surprise du côté de Goro. Le rendement du Sud « a atteint 5 100 tonnes au quatrième trimestre, soit 40% de moins qu'au troisième trimestre, principalement en raison des cinquante jours de blocage des routes de la mine et de l'usine en 2020 causé par les manifestations des indépendantistes en Nouvelle-Calédonie. L'exploitation de l'usine a été interrompue depuis le 10 décembre 2020, jusqu'à ce que les conditions de travail et de vie des communautés soient sûres et que les protestations à proximité du site prennent fin », indique le géant brésilien. La production annuelle en baie de Prony s'est élevée à 31 000 tonnes de nickel, contre 23 400 tonnes en 2019, soit +32,5%. Dans le Nord, du côté du Koniambo, « la production de nickel de 16 900 tonnes est inférieure de 6 800 tonnes (-29 %) à celle de 2019, l'exploitation ayant en fait fonctionné avec un seul four (plutôt que deux) pendant la majeure partie de l'année 2020. L'un des fours était en cours de maintenance programmée lorsque les restrictions de Covid-19 ont été introduites en mars, retardant son redémarrage jusqu'en octobre », écrit l'un des deux actionnaires de KNS, Glencore. « Le deuxième four a été mis hors service pour sa propre maintenance en janvier 2021, et son redémarrage est prévu en avril ».

Le comité UC de Xârrâcùù, pour la reprise du travail dans les mines



Le comité régional plaide pour « la levée de toutes contraintes sur les sites miniers ». Photo Yann Mainguet

NICKEL. Le comité régional de l'Union calédonienne de l'aire Xârrâcùù, s'est réuni vendredi, à Boulouparis, pour faire le point sur la mobilisation autour de la reprise de l'usine du Sud. Tout d'abord, dans un communiqué diffusé hier, le comité tire de nombreux constats : la situation critique sur les sites miniers de Kouaoua et de Thio, les répercussions négatives sur les populations de la région et plus particulièrement sur la jeunesse ainsi que la dégradation des liens sociaux entre les citoyens de l'aire. Le comité régional « réaffirme » ainsi sa position en faveur de la levée de toutes contraintes sur les sites miniers de la région et « s'engage » à favoriser la

reprise du travail sur l'ensemble de l'aire Xârrâcùù.
« RETOUR À LA NORMALE »
« Il n'y a plus de blocages à Kouaoua depuis le 21 décembre, affirme Didier Piroi, le responsable du comité. Et à Thio, la mine n'était pas bloquée, seul le chargement par bateau était limité. On ne comprend pas pourquoi l'activité de la SLN reprend si timidement. Nous souhaitons un retour à la normale pour que les gens puissent reprendre le travail, à l'approche de la rentrée. » Cette section régionale estime ainsi qu'« il est temps pour l'UC de faire évoluer le modèle économique de notre pays pour

de meilleures retombées sur l'ensemble de ses populations ». En parallèle, le comité de Xârrâcùù appelle ses militants à rester mobilisés pour préparer dans les meilleures conditions le prochain référendum et pour permettre la mise en place, « dans les meilleurs délais », d'un nouveau gouvernement « dans un cadre démocratique et pour son fonctionnement collégial ». Enfin, il invite les trois provinces à « ouvrir des discussions apaisées pour que notre pays trouve une solution calédonienne de reprise de l'usine du Sud qui lui permette de détenir majoritairement l'outil de développement du Grand Sud ».

Le monde économique interpelle les autorités

social



©NC la 1ère

La crise inquiète les acteurs économiques et sociaux. Regroupés au sein de Nouvelle-Calédonie Économique, représentants du patronat, sous-traitants, petites et moyennes entreprises, organisaient un débat ce vendredi. Au centre des échanges, l'inertie politique et les

comptes dans le rouge.

Martin Charmasson et Nicolas Fasquel (S.C.) * Publié le 6 février 2021 à 10h20

Alors que les principales forces économiques et sociales dressent le bilan catastrophique des comptes, les visages dans le public sont graves et pleins d'interrogations. Entrepreneurs, salariés et sous-traitants écoutent désabusés les chiffres d'un système au bord de la rupture. La SLN et Vale, qui **pèsent 6 milliards de cotisations sociales annuelles**, sont à genoux. Les répercussions sont **énormes**. « *La Cafat, ça concerne 280 000 personnes. D'une façon ou d'une autre, tout le monde est à la Cafat. A mon avis, la réaction va venir quand les gens ne vont plus toucher de salaire, plus toucher de chômage, quand ils ne vont plus être remboursés* », remarque Jean-Rémy Buraglio, administrateur de la Cafat.



©NC la 1ère

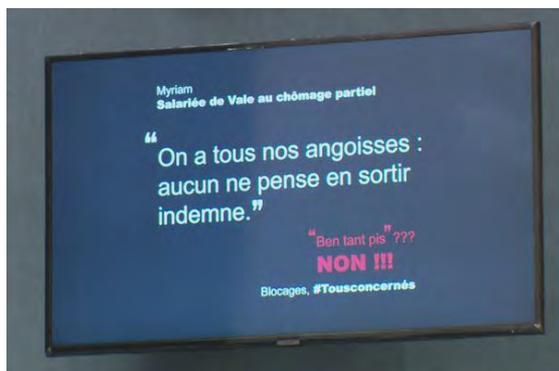
Et si on arrêta de payer nos impôts

Sur les **cinq régimes de la caisse** de protection sociale, deux sont en état d'**alerte maximum** : le Ruamm et le chômage. Trois autres

demandent à être revisités. Un **contexte alarmant** qui ne trouve pour seule réponse que le **silence des autorités**, regrette ces acteurs économiques. Des solutions fortes sont donc étudiées. « *Aujourd'hui, nous, on reste dans la légalité et on est pénalisé. Par contre, il y a des exactions et tout va bien*, regrette Samuel Hnepeune, président du Medef NC. *A un moment donné, ce qu'on a avait envisagé, c'était de dire, si les entreprises étaient d'accord, et si arrêtaient tous de payer nos impôts.* »

Mettre la pression sur le terrain

Mais pour les chefs d'entreprise et sous-traitants, qui se sentent abandonnés, qui plus est après **la chute du gouvernement**, c'est surtout sur le terrain qu'il faut **se mobiliser** et mettre la pression. « *Le gouvernement, le congrès, il n'y a pas de raison qu'il siége, ils nous empêche de bosser, on va les empêcher de bosser* », lance une personne dans le public. « *Expliquez-moi comment au congrès, qui va voter possiblement une allocation à la SLN pour la faire survivre, il n'y a aucune société, aucun collaborateur, personne n'est présent devant le Congrès pour manifester et défendre les intérêt du Nickel en Calédonie* », s'interroge Pierre Kraft, dirigeant d'entreprise.



©NC la 1ère

Une campagne digitale

Une situation critique qui suscite de nombreuses réactions dans le monde du travail. Pour les faire connaître, Nouvelle-Calédonie Economique a lancé **pour une semaine** une campagne digitale de **témoignages sur sa page facebook**.

Le reportage de Martin Charmasson et Nicolas Fasquel

Justice

Un mineur placé en détention provisoire



Le parquet de Nouméa a procédé jeudi soir au défèrement d'un mineur, âgé de 16 ans et originaire de Canala, en raison de son implication dans une vingtaine de vols, dont ceux de plusieurs véhicules, commis depuis quelques semaines dans la région du Grand Nouméa et à Koné. Il a été mis en examen devant le juge des enfants, puis placé en détention provisoire par le juge des libertés et de la détention. Une autre personne, majeure cette fois-ci, et qui accompagnait le jeune et ses acolytes en les transportant sur les lieux des cambriolages, a, quant à elle, été placée sous contrôle judiciaire.

Covid-19

Deux nouveaux cas dépistés

176 tests de dépistage ont été effectués aujourd'hui. Ils ont révélé deux nouveaux cas positifs, portant à 49 le nombre de cas confirmés en Nouvelle-Calédonie. Il s'agit de personnes qui effectuaient leur quatorzaine dans un hôtel réquisitionné par le gouvernement.

Les personnes ont été conduites à l'unité Covid-19 du Médipôle. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé dans un communiqué qu'il invitait les personnes âgées de 75 ans et plus à se faire vacciner. Pour cela, il suffit de joindre le Numéro Vert 05 00 33 ouvert du lundi au vendredi, de 8 heures à 17 heures, pour prendre rendez-vous. L'institution rappelle que la vaccination est gratuite, non obligatoire et sécurisée. Le centre de vaccination se situe au Médipôle, à proximité des urgences. La vaccination y est effectuée par un médecin ou un infirmier supervisé par un médecin. La présentation d'une pièce d'identité est nécessaire pour être vacciné. En bref, à ce stade, le centre de vaccination ne reçoit que les publics prioritaires (professionnels en première ligne, voyageurs pour motifs impérieux, personnes âgées de plus de 75 ans) et ce, uniquement sur rendez-vous.

NC ECO prévient, « l'économie va s'effondrer »

ENTREPRISES. Les chambres consulaires, les organisations patronales, ou encore les syndicats professionnels, demandent « l'arrêt immédiat des blocages ».

Le constat tombe, « l'économie calédonienne est dans un état catastrophique ». Le message a été adressé, à plusieurs reprises, aux autorités politiques ou encore à l'État, toutefois « nous avons le sentiment qu'il ne se passe pas grand-chose », a déploré Samuel Hnepeune, président du MEDEF-NC, vendredi, en l'auditorium de la CCI à Nouméa. « Ce silence lourd est insupportable. » Les membres de Nouvelle-Calédonie Économique, ou NC ECO, bannière derrière laquelle se rassemblent, depuis fin octobre, les chambres consulaires, les organisations patronales, les syndicats professionnels, ainsi que les clusters, ont une nouvelle fois alerté des risques encourus en cette période de tensions. Des salaires fondent, et une menace plane, « la bombe sociale va exploser ». Poids des échéances référendaires, récente chute du gouvernement, et surtout blocages nés en réaction au projet de reprise de la société Vale NC par le consortium Prony Ressources, pénalisent fortement le tissu économique calédonien, d'après les intervenants. « Pour nous, les entreprises, le temps est compté : tous les mois, on paie des salaires,



Yann Lucien, Barbara Vlaeminck, Samuel Hnepeune et Jean-Rémi Buraglio, ont souhaité, par leur prise de parole, décrire une situation et interpeller le grand public. Photo Yann Mainguet

on paie la Cafat, on paie les fournisseurs, on paie des impôts... mais on ne peut plus continuer ! », a souligné à la tribune, Barbara Vlaeminck, gérante de Socometal. NC, qui a tenu à rappeler la place de « l'entreprise, créatrice de valeur ». Toutefois, « ceux qui nous gouvernent, avant d'agir ou de décider, repoussent les dates, attendent encore et encore, discutent, attendent le meilleur... On ne peut pas repousser les fins de mois dans l'entreprise ! »

LA CAFAT DANS LE DUR

D'après la CCI-NC, 80 sociétés ont contacté la cellule de soutien de la Chambre entre le 8 et le 15 décembre, et 46 % de ces chefs d'entreprise - tous secteurs d'activité confondus - déclaraient avoir perdu plus de 50 % de leur chiffre d'affaires, comparé

aux comptes enregistrés un an auparavant. L'entité NC ECO s'est évidemment penchée sur les effets domino. La Caisse de protection sociale souffre, selon Jean-Rémi Buraglio. Pire, « dans deux ou trois mois, plus personne ne sera payé par le régime chômage de la Cafat, quels qu'ils soient, chômeurs Covid ou non », a indiqué le vice-président de l'organisme. Le décor décrit est plus qu'inquiétant, et une remarque de Yann Lucien, pilote de la CPME-NC, n'a pas allégé l'ambiance, « nous ne sommes pas ici pour faire de la politique, ou pour donner des leçons, nous sommes là pour faire des constats : l'économie va s'effondrer ». Alors, que faire ? Que l'ensemble des entreprises ne paient plus cotisations et impôts ? Ou les versent sur un compte sé-

questre ? Et ce, afin de susciter une réaction des autorités. L'idée a circulé, mais n'est pas légale et expose à de sérieux risques. Des dirigeants, présents dans l'auditorium vendredi, ont évoqué des méthodes plus musclées pour lever les blocages. Moue chez leurs voisins de siège, soucieux de ne pas s'enfermer dans l'engrenage de la violence. L'entité Nouvelle-Calédonie Économique lance une campagne digitale de communication vers le grand public, et renouvelle le message : « Nous demandons l'arrêt immédiat des blocages et le respect des fondamentaux que sont les libertés de circulation et d'entreprendre. Afin d'éviter une catastrophe économique et sociale qui menace à très court terme la Nouvelle-Calédonie ».

Yann Mainguet

SLN : la CFE-CGC demande le soutien de « l'ensemble des élus »



Christophe Coulson, président de l'UT CFE-CGC, et Stéphane Nimoiri (SGTINC Kouaoua). Photo Gilles Caprais

NICKEL. Longtemps « discrète », l'UT CFE-CGC s'est exprimée hier matin au sujet de la SLN, adressant une « lettre ouverte aux institutions ». L'Union et ses deux syndicats « majoritaires » à la SLN — le SGTINC (ouvriers et employés) et le Sicinc (cadres) — ont déclaré leur opposition aux blocages. Ils réclament notamment « que les mines puissent approvisionner l'usine sans aucune contrainte », et que la mine de Kouaoua « redémarre dans les plus brefs délais », détaille Christophe Coulson, président de l'UT CFE-CGC, afin d'assurer la « survie » de la société. « On a été discret mais on ne peut plus se permettre de fermer les yeux. On ne

laissera pas la SLN mourir », avertit Loïc Bosselut. « On ne se positionne pas sur un plan politique, d'un côté ou de l'autre », insiste Glenn Delathière. « On reste à notre place syndicale, on défend les emplois. »

UNE CENTRALE FLOTTANTE ?

Dans leur lettre aux élus, les syndicats demandent le vote de la loi sur la redevance minière, « pour qu'enfin les communes minières » puissent disposer de ressources financières supplémentaires et créer de l'emploi dans d'autres secteurs. Pour Christophe Coulson, « la question du développement économique est la raison principale des conflits de ces dernières années ».

« Nous demandons un soutien stable à l'ensemble des élus, et sans [une] contrepartie qui mettrait en péril nos emplois [...] ainsi que l'économie calédonienne », dit la lettre adressée aux responsables politiques. En ce qui concerne l'alimentation électrique de Doniambo, qui représente quasiment la moitié des coûts de fonctionnement de l'usine, les syndicats attendent une réaction de la part de l'actionnaire principal, Eramet. Ils exigent une centrale au gaz « installée sur une barge flottante », le temps que la nouvelle centrale, attendue depuis plus de dix ans, voie enfin le jour.

Gilles Caprais

« La piste d'un nouvel

Philippe Gosselin, président de la mission sur l'avenir institutionnel de la Calédonie, se veut modeste sur les pouvoirs de la mission qu'il préside mais ne tremble pas au moment d'évoquer les clés du dialogue.

Propos recueillis par Philippe Minard/ALP

Comment comptez-vous organiser le travail de la mission ?

Je prends cette présidence avec beaucoup de modestie. Par rapport à mes prédécesseurs bien sûr, mais surtout compte tenu des enjeux. Cela fait des dizaines d'années que le dossier calédonien est un dossier particulier. Un certain nombre d'éléments de ce dossier sont réputés compliqués et difficiles, parfois explosifs. Il y a bien sûr les éléments juridiques liés à l'accession ou non à la pleine souveraineté. Cela a des conséquences importantes pour la nation française.

Au-delà du calendrier référendaire, la Calédonie connaît une crise économique et politique sur fond de nickel...

Et un cyclone qui vient s'ajouter à tout cela, sans oublier la Covid ! L'alignement des planètes est certes clairement mauvais, et je n'ai pas la naïveté de penser que les clés sont dans les mains de la mission parlementaire.

« Clairement donc, les clés sont davantage dans les mains de l'État, au plus haut niveau. »

Nous sommes à un moment important de la relation historique de l'État avec le territoire, avec un ministre des Outre Mer qui s'est engagé et qui a passé du temps sur place. Clairement donc, les clés sont davantage dans les mains de l'État, au plus haut niveau. On attend une forte implication du Premier ministre et du Président. Nous venons d'entamer un cycle d'auditions avec les acteurs politiques calédoniens ce qui nous permet de prendre la température auprès des différents groupes qui siègent au Congrès.

Quel est justement votre ressenti à ce stade ?

Je trouve que tout le monde reste finalement relativement prudent. Je n'ai pas senti et entendu de propos violents et définitifs. J'entends des interlocuteurs, quelle que soit



Philippe Gosselin décrit un « alignement des planètes clairement mauvais ».

archives - AFP

leur étiquette, avec des points de vue certes totalement opposés et difficilement conciliables, mais qui se veulent responsables. Chacun détient une partie du baril de poudre et des allumettes, mais chacun prend bien soin pour le moment d'éviter de justement entrer dans l'inévitable.

Mais je sais que cette situation peut échapper aux uns et aux autres, qui sont de bonne volonté. Il suffirait de peu de choses.

« L'attention portée à la situation calédonienne n'est peut-être pas à la hauteur des signaux envoyés. »

On voit bien, dans certains baragès armés, ce que cela pourrait donner s'il y avait un mort lors d'un affrontement. Là, on ne maîtriserait plus rien ! La thématique du nickel n'est pas nouvelle mais

nous sommes à quelques jours de l'échéance du 12 février. L'attention portée à la situation calédonienne n'est peut-être pas à la hauteur des signaux envoyés.

Que faudrait-il en plus selon vous ?

L'État essaie d'être à l'écoute et je pense qu'il y a une volonté de reprendre le fil du dialogue et je crois qu'il faut s'accrocher vaillamment à ce fil. Nous n'avons pas le choix et pas d'autres solutions. Durant nos premiers échanges, il ressort que la question du nickel est presque, sinon totalement, un préalable. Qu'on le veuille ou non... Même si on n'emploie pas le mot préalable, la question du nickel ne peut pas être traitée à part et nécessite d'être liée au reste. C'est clair. Autre élément qui ne paraît pas contestable aujourd'hui, c'est que le 4 avril, un troisième référendum

sera demandé. J'entends bien certains espérer une autre solution, mais il faut être lucide... Dans tous les cas, quand bien même le troisième référendum permettrait la victoire du Oui, un résultat à 51 % contre 49 ne réglerait rien. Toute la difficulté réside dans le fait de n'humilier personne.

La piste d'un nouvel accord, après celui de Nouméa, vous paraît donc incontournable ?

C'est ce qui, humainement, politiquement, économiquement - en termes de visibilité d'investissements sur le territoire -, pourrait paraître souhaitable. Sur quel accord ? Pour quelle durée ? Aujourd'hui, pour être très clair, les conditions de cet accord, qui est souhaité par différents protagonistes, ne sont pas remplies, pour la simple raison que tant que le troisième référendum sera en ligne de mire, on ne pourra pas

faire lâcher les uns ou les autres. C'est d'autant plus délicat qu'on arrive aussi, je pense, à une charnière générationnelle. Les protagonistes sont de vieux acteurs du dossier. S'ils arrivent à tirer des bilans personnels de leur action politique et souhaitent laisser des choses en héritage, il y a une vraie difficulté dans le passage de relais à d'autres générations.

« Personne n'a envie de jeter de l'huile sur le feu. »

C'est un élément plus difficile à appréhender et les nouvelles générations ne sont pas forcément imprégnées par cette longue histoire de la négociation, si forte en Calédonie. Elles n'ont pas forcément le sens du compromis et du palabre, au sens le plus noble du terme.

Y a-t-il, au sein de votre commission, un consensus des députés sur la manière d'appréhender le dossier calédonien ?

Il y a aujourd'hui beaucoup de modestie et de prudence sur le sujet. Chacun a conscience que le rôle de la mission est d'être à l'écoute et facilitateur. Personne n'a envie de jeter de l'huile sur le feu. Dans tous les cas, il y a une volonté de ne pas politiser - dans un débat politicien -, le dossier calédonien, et de ne pas s'en servir dans le cadre de l'élection présidentielle. Nos conclusions seront vraisemblablement différentes, mais je sens par exemple une volonté d'apaisement de la part de nos collègues de la France Insoumise.

Comment situez-vous votre travail par rapport à la mission du Sénat initiée par Gérard Larcher ?

Pour le moment, il n'y a pas encore eu de contact particulier. Je rappelle l'antériorité - et ce n'est pas pour dire on est mieux que les autres - de la mission de l'Assemblée nationale, qui a été créée en 2014, et qui est une mission « présidence », ce qui lui donne une ampleur que d'autres missions d'information n'ont pas et surtout, c'est une mission permanente de mandature. Le moment venu, il faudra bien sûr se voir et échanger.

Lecornu. Interrogé par la mission sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, le ministre des Outre-mer a souligné « les contradictions » soulevées par les prises de position successives des indépendantistes.

« Que veut dire le Oui ? Que veut dire le Non ? »

Gérard Larcher.

SAMEDI 6 FÉVRIER 2021 | 3

accord paraît souhaitable >>

**Gérard Larcher :
« la question du
référendum ne peut
plus être binaire »**

ALP

Gérard Larcher a décidé de revenir dans le dossier calédonien.

Après la première réunion, mardi 2 février, du groupe de contact mis sur pied le 14 janvier, le président du Sénat a rappelé quelle était la démarche qui présidait à cette initiative. « Nous avons remis en place ce groupe de contact parce qu'il nous apparaît important, au moment où va se conclure l'Accord de Nouméa, que cette conclusion puisse être éclairée pour les Calédoniens comme pour le Parlement. Qu'est-ce que veut dire le Oui ? Qu'est-ce que veut dire le Non ? », a-t-il ainsi précisé devant la presse, jeudi matin à Paris.

« Or, il se trouve que j'ai des contacts avec tous les protagonistes, qu'ils soient favorables ou non à l'indépendance », a-t-il précisé. Rappelant que « le premier des sujets est la reprise du dialogue politique », il a également alerté sur le calendrier qui se profilait : « le 4 avril, le Congrès de Nouvelle-Calédonie aura décidé de demander l'organisation du troisième référendum et le gouvernement aura alors dix-huit ans pour l'organiser ».

« C'EST LE TEMPS DU DIALOGUE, NOUS SOMMES LÀ POUR LE FACILITER »

Or, le président de la chambre haute en est convaincu : « on ne peut pas aller à ce troisième référendum, après les deux que nous avons connus, dans une méconnaissance pour les citoyens de Calédonie des conséquences de leur choix ». Au-delà de la « réponse binaire », Gérard Larcher estime qu'il faut impérativement « approfondir le sens de la question qui sera posée ». Interpellé sur le sujet brûlant du nickel, le président du Sénat a tenu à



Gérard Larcher, président du Sénat, connaît bien le dossier calédonien. Il compte mettre à profit son expérience.

Photo DR

ne pas le dissocier de la question politique : « le nickel est consubstantiel à la Nouvelle-Calédonie. D'ailleurs, il a fait partie des accords de Matignon puis de l'Accord de Nouméa dans le cadre du rééquilibrage entre les provinces ».

Pour autant, il a tenu à rappeler l'urgence qu'il y avait à sortir de l'impasse sur cette question, « qui ne doit pas nous faire oublier les réalités économiques : aujourd'hui, le rachat de l'usine Vale concerne 3 000 salariés et un grand nombre de sous-traitants ! ».

Aussi Gérard Larcher n'en démord pas : « la proposition de reprise, parce qu'il n'y en a pas d'autres, est une proposition qu'il faut continuer à explorer. Peut-être en trouvant localement des propositions d'accord pour que le capital soit partagé entre les Calédoniens et les sociétés qui reprendront l'usine de Vale ». Le président du

Sénat est donc intimement convaincu de la nécessité de relancer les discussions : « c'est le temps du dialogue et nous sommes là pour essayer de le faciliter. Nous sommes à côté de l'État, qui pendant un certain temps ne s'est guère préoccupé de la Nouvelle-Calédonie et dont je me réjouis qu'il s'en préoccupe à nouveau ».

« C'est en tout cas le témoignage que Sébastien Lecornu a apporté à notre groupe », a d'ailleurs souligné M. Larcher.

Le groupe de contact qu'il préside se réunira à nouveau en mars pour « examiner les propositions de l'État afin d'expliquer ce que signifie le oui, ce que signifie le non, et quelles en seront les conséquences pour la Nouvelle-Calédonie, pour les citoyens dans leur vie quotidienne, dans l'application de la justice, du respect de l'ordre public et de l'organisation territoriale. »

**Xavier Bertrand pour
une différenciation
provinciale**

Le leader de droite Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France et actuellement en troisième position des intentions de vote pour la présidentielle 2022 selon un sondage Ipsos-Sopra Steria a adressé un courrier à Jean Castex pour faire part de sa « vive inquiétude » à propos de la situation en Calédonie. A ses yeux, celle-ci « ne peut plus être tolérée, seul l'État peut, comme il l'a toujours fait, prendre une initiative de nature à faire baisser la tension sur ce territoire ».

Le responsable politique indique qu'au-delà de la situation de l'usine de Goro, « l'État doit initier une discussion plus globale sur la gestion du nickel en Nouvelle-Calédonie » et répondre à la question de l'avenir institutionnel.

« Il convient de permettre la différenciation provinciale dans l'unité française, c'est-à-dire un État qui continue pleinement d'exercer ses compétences régaliennes, et en même temps des provinces à qui on laisserait le maximum d'autonomie décisionnelle, y compris sur des matières qui relèveraient actuellement du gouvernement local et, pour les provinces qui le souhaiteraient, certaines compétences actuellement exercées par l'État. »



**les Nouvelles
Calédoniennes**

Published on LNC.nc | Les Nouvelles Calédoniennes, le Journal de Nouvelle Calédonie (<https://www.lnc.nc>)

Accueil > Nouvelle Calédonie > Mines > Nickel > Pour la Confédération syndicale des travailleurs, « indépendance ou pas, on a besoin de la SLN » > Pour la Confédération syndicale des travailleurs, « indépendance ou pas, on a besoin de la SLN »

Pour la Confédération syndicale des travailleurs, « indépendance ou pas, on a besoin de la SLN »

Yann Mainguet | Créé le 21.01.2021 à 19h25 | Mis à jour le 21.01.2021 à 19h25



« Les syndicats sont complètement absents du débat, c'est pourtant leur rôle de défendre les salariés et l'outil de travail », estime Sylvain Néa, leader de la CSTNC. Photo Y.M

La Confédération syndicale des travailleurs de Nouvelle-Calédonie a adressé un courrier au haut-commissaire ou encore au président du gouvernement. Selon le syndicat, il est urgent de « tous se mobiliser pour sauver la SLN ».

Le style est direct, accrocheur. Comme à son habitude, Sylvain Néa ne mâche pas ses mots. « *Quatrième syndicat représentatif de Nouvelle-Calédonie* », et formation majoritaire sur mines SLN, sa structure, la CSTNC, demande « un audit de la situation globale » de la société centenaire « par un cabinet expert indépendant mandaté par l'État ». Un courrier intégrant ce vif souhait vient d'être adressé au haut-commissaire, mais aussi aux présidents des provinces, du gouvernement, du Congrès, du Sénat coutumier... L'affaire est urgente, parce que tous les voyants ont viré au rouge, la Société-Le Nickel « est au bord de la cessation de paiements. Catastrophique ^[1] ». Lourdes pertes annuelles qui s'enchaînent, prêts à rembourser, coût de production trop élevé... « *L'étude des analyses et des recommandations émises par l'audit* » permettra « peut-être d'accepter de faire de gros changements, sans hypocrisie, ni lâcheté », signale Sylvain Néa qui cite un premier exemple venu à l'esprit.

« La SLN, ce sont trois fours et cinq centres miniers avec Poum. Seul un audit peut le dire : peut-être est-ce trop ? Il faut tout reprendre à zéro. La SLN est malade, malade ».

Charger les minéraliers

Pourtant, un « mandataire ad hoc » ^[2], une personne qualifiée, est chargé actuellement d'aider l'entreprise à résoudre ses difficultés. Cet expert doit remettre ses propositions au premier trimestre. Pour le syndicaliste,

compagnon de route de la Société-Le Nickel depuis longtemps, la démarche doit être profonde, totale, bien au-delà du plan de sauvetage.

Le conflit lié au projet de cession de l'usine du Sud s'est étendu. Le message de la CSTNC est direct : « *Je demande à nos amis sur les centres miniers, les collectifs, de charger les minéraliers pour les besoins de la SLN. Car, indépendance ou pas, nous avons tous besoin d'un outil qui soit performant et pas d'un outil à l'agonie* ». Un appel est lancé « *aux décideurs* ».

La Confédération syndicale encourage l'État à rassembler tous les protagonistes, notamment les politiques, autour de la table afin de « *trouver des solutions pérennes pour l'avenir de la SLN* ».

« Une mauvaise gestion »

La SLN doit vivre, assure Sylvain Néa. Parce que des milliers de salariés, sous-traitants, employés et familles sont liés à la filiale d'Eramet. Parce que, selon les chiffres de la société, près de 5 milliards de francs par mois sont injectés dans l'économie calédonienne. Pour autant, le secrétaire général de la CSTNC émet des critiques. « *Il y a eu une mauvaise gestion de l'entreprise pendant plusieurs années* ». Sylvain Néa cite, tour à tour, « *des mauvais choix techniques qui ont coûté énormément chers* », « *des milliards qui n'ont pas été injectés dans des besoins essentiels* », ou encore « *la centrale électrique qui est au point mort alors que, depuis plus de vingt ans, on sait qu'elle aurait dû être remplacée avec des financements qui étaient à ce moment-là disponibles* ».

Quelle Calédonie pour demain ?

À trois mois du possible déclenchement du troisième référendum, l'État lance une grande consultation de la société civile. Des particuliers, des collectifs, le monde économique et social, les maires et la jeunesse pourront contribuer au débat sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, au-delà du oui et du non.

Mieux vaut tard que jamais. Les Calédoniens, qui vont connaître prochainement une nouvelle étape institutionnelle, auront la possibilité de s'exprimer sur les grandes questions d'avenir, sur la Nouvelle-Calédonie de demain, qu'elle devienne ou non indépendante.

Sébastien Lecornu, le ministre des Outre-mer, l'avait évoqué en octobre, lors de son séjour en Nouvelle-Calédonie, puis confirmé durant son allocution du 11 janvier. Dans la perspective de la fin de l'Accord de Nouméa et avant avril prochain, mois à partir duquel les élus pourront déclencher le troisième référendum, l'État va s'attacher à consulter et éclairer l'ensemble des parties prenantes sur ce qu'il pourrait advenir de la Nouvelle-Calédonie. Ces avis et propositions viendront nourrir la réflexion des décideurs qui auront en main le destin du territoire après cette dernière ligne droite de l'Accord.

Les thématiques choisies sont l'indépendance et la souveraineté au XXI^e siècle, l'identité française dans le Pacifique, les liens avec la France. Figurent également les trois sujets évoqués par Emmanuel Macron au lendemain du dernier référendum, le 5 octobre 2020 : le défi climatique et les enjeux environnementaux, le développement économique et la répartition des richesses et la place de la Nouvelle-Calédonie dans l'axe inlopacifique.

Étude Quid Novi pour les particuliers

L'institut Quid Novi, qui regarde l'opinion depuis 25 ans et a réalisé, en particulier, une série de sondages politiques depuis 2018, va



Laurent Prévost et Stéphane Renaud.

proposer une étude qualitative et quantitative. « Il s'agira de se pencher sur la perception que les Calédoniens ont, ce qu'ils souhaitent, leurs craintes et leurs attentes pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie », précise Stéphane Renaud, directeur de l'institut. Jusqu'au 31 janvier, 100 personnes seront interrogées en face-à-face, puis 1 000 par téléphone. Le panel inclura tous les corps électoraux ainsi que ceux qui n'ont pas forcément l'occasion de s'exprimer comme « les femmes vivant en tribu », « les jeunes déscolarisés ». Le comité des Sages a contribué à l'élaboration des questionnaires et des échantillonnages. Cette étude se fera en partenariat avec Sylvain Brouard, chercheur du Cevipof, Centre de recherches politiques de Sciences-Po, qui observera l'évolution des comportements et des idées.

Plateforme numérique pour les corps intermédiaires

Les associations, syndicats, le Sénat coutumier, les clusters et autres collectifs seront appelés, pour leur part, à se prononcer sur la plateforme numérique www.notreavenir-nc.fr du 25 janvier au 25 mars. Leurs contributions seront publiques et pourront être complétées par

des auditions à Nouméa, Koné, Poindimié et Lifou. Le site internet proposera, par ailleurs, une bibliothèque de tous les textes et accords de l'histoire récente.

Dialogue avec le monde économique et social, les maires et la jeunesse

Les entreprises regroupées au sein de NC ÉCO, le Conseil du dialogue social, le Conseil économique social et environnemental ainsi que le Cresica* seront sollicités pour transmettre leurs propositions sur une variété de thèmes comme l'exclusion économique et sociale, l'égalité hommes-femmes ou encore la transition écologique et son impact sociétal. Les 33 maires, qui connaissent particulièrement bien leur territoire et leurs administrés et ont des avis également sur les éventuels transferts de compétences, seront individuellement entendus par les commissaires délégués sur les questions institutionnelles. Ces entretiens seront complétés par une consultation du haut-commissaire des deux associations de maires.

Enfin, à partir de la rentrée, le 15 février, la jeunesse pourra participer à cette réflexion aux travers de ses représentants dans les lycées, à l'université ou les organismes de formation et d'insertion.

Alors que la suite du processus politique s'engagera au mois d'avril, l'objectif est d'apporter avant la fin du mois de mars un maximum d'éléments aux politiques du groupe Leprédour afin de donner de la matière à leur réflexion. Les synthèses, on l'espère, pourront aussi être rendues publiques.

Pour Laurent Prévost, ce débat au sein de la société civile n'est, en tout cas, pas à voir comme s'opposant au débat politique, mais comme étant complémentaire. « À côté d'un accord politique qu'il faudra de toute façon trouver et du choix des Calédoniens, il faudra construire l'avenir. Et on voit qu'il y a une envie de participer alors que l'on est à un moment charnière de l'histoire », a-t-il conclu. ■

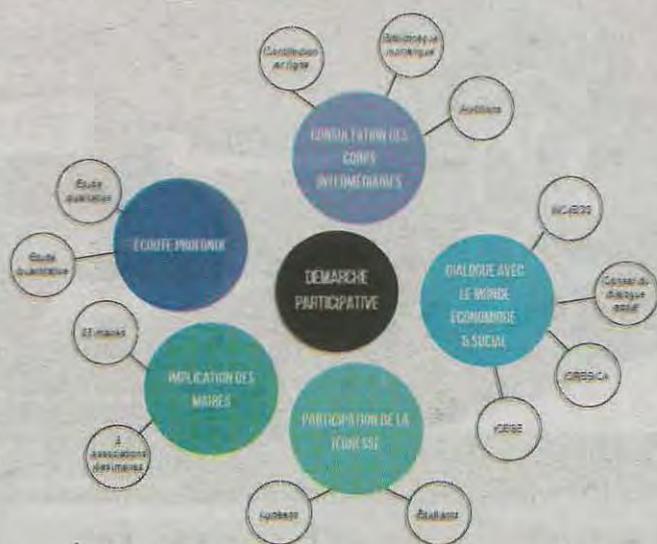
Les autres engagements de l'État

Outre cette grande consultation de la société civile calédonienne, le ministre des Outre-mer s'est engagé à publier un document complet sur les implications du oui et du non. Un document que l'on attendait depuis le premier référendum et qui doit permettre aux électeurs de se prononcer en toute connaissance de cause. Le gouvernement de Jean Castex va aussi s'entretenir avec les forces politiques nationales et les Nations unies. ■

Une réflexion sur l'enseignement de l'histoire

Le sujet avait été largement commenté, lors de la visite de Sébastien Lecornu en Nouvelle-Calédonie. Suite à une alerte du comité des Sages, le ministre s'était étonné de voir que la jeunesse connaissait mal l'histoire récente du territoire. Le haut-commissaire a fait savoir qu'une réflexion était en cours avec le comité sur la façon dont cette histoire est et devrait être enseignée. De son côté, le Sénat coutumier mène des travaux sur l'identité, la mémoire et l'histoire. ■

* Consortium de coopération pour la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation en Nouvelle-Calédonie.





La crise s'enlise

En cette période de fin de l'Accord de Nouméa, le dossier de la mine s'est installé dans notre quotidien et les tensions qui vont avec font craindre au pire. Les indépendantistes ont fait une nouvelle proposition concernant l'usine du Sud alors que Vale NC est à l'arrêt et qu'ils asphyxient toujours la SLN. Pour Les Loyalistes, c'en est trop. Ils en appellent à une intervention rapide des forces de l'ordre sinon ce sera la mobilisation.



© Les Loyalistes

allaient tout mettre en œuvre pour que le rachat de Vale NC par Prony Resources soit finalisé (encadré), s'appuyant sur l'annonce du ministre des Outre-mer, quelques jours plus tôt, d'une plus forte implication de l'État dans cette reprise.

miniers de la SLN, aux sites de chargement des bateaux pour que les Calédoniens retrouvent une vie normale. Il doit également intervenir pour faire cesser les blocages à Saint-Louis, faire débayer cette route qui, quand vous passez avec votre famille, vous donne l'impression d'être dans une scène de guerre. Il faut passer des paroles aux actes maintenant ».

Le débat forcé, exigé depuis des semaines par les indépendantistes aux moyens des barrages dans le dossier du rachat de l'usine du Sud, a complètement glissé sur le terrain politique. Après l'offre Sofinor/Korea Zinc et un plan B qui n'a pas eu le temps de voir le jour, les indépendantistes avaient évoqué l'idée de la nationalisation. Donner l'usine à l'État alors que l'on veut l'indépendance, seul le FLNKS était capable de faire cette proposition que le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, a rejeté, estimant que compte tenu du contexte référendaire, c'est aux Calédoniens de gérer cette usine. Les indépendantistes ont donc formulé une nouvelle proposition le week-end dernier : un contrôle à 100 % calédonien de Vale NC par la SPMSC (voir encadré).

Une énième proposition qui laisse perplexe, surtout après l'interview, dimanche soir au JT de NC La 1^{ère}, de Mickaël Forrest, l'un des porte-parole du FLNKS. Il n'a pas précisé comment serait financé ce projet et répondu, tout simplement, « qu'il faudra se faire mal ». Il n'en fallait pas moins pour faire bondir Les Loyalistes comme Nicolas Metzdorf qui, lundi matin sur RRB, a expliqué « que l'on n'arrive même pas à combler les trous de notre budget pour mener nos politiques publiques de base. On ne va pas, demain, aller racheter une usine de classe mondiale avec l'impôt des Calédoniens ! Sachant qu'en plus, on ne sait même pas la faire tourner ! »

Dans cette situation considérée comme ubuesque, Les Loyalistes ont confirmé qu'ils

Sortir de l'impasse



© DR

La tension est donc palpable et semble avoir franchi encore un cap depuis que Harold Martin a appelé de répondre aux blocages par des blocages. « Tant qu'il n'y aura pas de minerai pour la SLN, il n'y aura pas non plus de minerai pour la Corée », a dit l'ancien président du gouvernement, par ailleurs signataire de l'Accord de Nouméa. Un exercice périlleux qui rappelle de sombres périodes. Et pour tenter, une fois encore, d'éviter ce passé, Les Loyalistes ont tenu, dimanche, une conférence de presse pour demander à l'État de faire rapidement respecter l'ordre. Pour Sonia Backes la situation a assez duré : « Cela suffit ! On voit bien, avec la dernière proposition de Daniel Goa, qui n'a aucun sens, qu'en fait, ils ne veulent pas trouver de solution, mais mettre au tapis l'usine du Sud, la SLN et les salariés qui vont avec. Le Premier ministre s'est exprimé pour dire que l'ordre républicain n'est pas négociable, ça doit se traduire en actes. L'État doit assurer la sécurité des Calédoniens, la liberté de circuler, la liberté de travailler. »

Pour Gil Brial, « l'État doit siffler la fin de la partie, libérer les accès à Vale, libérer les accès aux sites

Une Calédonie dans la République

Les Loyalistes ont profité de cet appel à l'État pour demander « politiquement » aux indépendantistes s'ils sont toujours dans l'Accord de Nouméa ou pas. Si oui, les Loyalistes demandent qu'un Comité des signataires soit organisé en urgence et « s'ils ne veulent pas respecter cette instance de dialogue, c'est qu'ils ne sont plus dans l'Accord de Nouméa, avance Sonia Backes. On ne peut pas être dans l'Accord de Nouméa pour demander un troisième référendum et être hors de l'Accord de Nouméa pour le dialogue. » Harold Martin va même plus loin : « Il n'y aurait alors pas de troisième référendum et on demanderait à l'ONU de retirer la Nouvelle-Calédonie de la liste des pays à décoloniser puisque les Calédoniens se sont exprimés deux fois pour rester français. »

La réponse des indépendantistes n'a pas traîné et ne laisse rien présager de bon. Daniel Goa a réitéré qu'il « n'y aura ni groupe Leprédour, ni de Comité des signataires tant que la question de l'usine du Sud ne sera pas réglée ». Le message est on ne peut plus clair. Reste donc la solution proposée par le Premier ministre, Jean Castex, qui, il y a quelques jours, avait avancé que la responsabilité de tous est « d'inventer une solution politique nouvelle pour la Calédonie dans le cadre de la République française ». Une phrase qui en dit long... ■

Le dernier projet du FLNKS

La proposition a été évoquée, samedi à Ponérihouen, par Daniel Goa, porte-parole du FLNKS et président de l'Union calédonienne. L'idée était de rassembler toutes les mouvances indépendantistes qui ont émergé durant le bras de fer autour de l'usine du Sud lors des mobilisations et blocages. Le FLNKS propose donc un actionariat 100 % calédonien pour l'usine du Sud via la Société de participation minière du Sud calédonien (SPMSC), portée par les trois provinces. Le bureau du FLNKS y voit une possible transition dans ce dossier avant que 49 % du complexe ne soient cédés à un futur industriel. ■

La province Sud réagit

Faisant suite aux blocages et dégradations, la présidente de la province Sud, Sonia Backes, a adressé un courrier à Sébastien Lecornu pour lui faire part des préoccupations et du souhait d'une réponse rapide de l'État afin de disposer des moyens humains de sécurité « adaptés aux enjeux en matière de l'ordre public ». À titre d'exemple, elle rappelle qu'il a été notamment impossible de soutenir les prestataires de la province Sud en charge du nettoyage de la route provinciale sur la commune du Mont-Dore.

Dans le même temps, la province confirme qu'elle avance sur le projet de Prony Resources. La présidente de l'institution a annoncé, lundi par communiqué, avoir « présenté, ce 18 janvier, aux élus membres de la mission d'information provinciale sur le devenir de l'implantation calédonienne de Vale, les travaux engagés afin de soumettre à l'assemblée délibérante de la province Sud la validation du projet de reprise du site par Prony Resources ».

D'autre part, la province Sud a décidé de mettre en place un plan d'urgence de soutien aux entreprises affectées économiquement par les blocages des voies de circulation du Sud de la commune du Mont-Dore et par les effets de la fermeture des sites provinciaux du grand Sud. Dans ce cadre, la province propose, sur une durée de six mois maximum, une aide de 1,5 million de francs afin que les entreprises puissent couvrir les charges d'exploitation. ■

Vale redoute la mise en sommeil

« Il devient maintenant extrêmement urgent d'arriver à conclure ce transfert de propriété de Vale NC. Sinon dans les semaines qui viennent, on court vers la mise en sommeil de l'usine », a prévenu, lundi Didier Ventura, le directeur général délégué de la filiale du géant brésilien. « Et une mise en sommeil est synonyme, pour nous, de catastrophe ». Vale confirme que la date du 12 février sera décisive, ce sera la limite du compromis de vente de l'usine. Une date butoir que des milliers de personnes redoutent, salariés et sous-traitants les premiers. ■

La route de Yaté bloquée

Samedi, en signe de protestation contre neuf interpellations dans les rangs de l'Ican (Instance coutumière autochtone de négociation) lors des récentes exactions menées contre l'usine du Sud, le Comité nationaliste et citoyen (CNC) de Yaté a bloqué la route au niveau du col de Mourange et au carrefour de la Madeleine. L'Ican a voulu dénoncer l'asymétrie de traitement entre ses militants et ceux mobilisés par Harold Martin durant les blocages jeudi et vendredi derniers. ■

Une table-ronde sur l'environnement autour de l'usine du Sud

nickel



©NClà1ère

Le Haut-commissariat accueille ce mardi la table-ronde sur les questions environnementales qui concernent Vale NC. Politiques, institutions, associations, collectif et industriel : la plupart des invités ont répondu présent.

Caroline Moureaux avec Brigitte Whaap · Publié le 12 janvier 2021 à 17h26, mis à jour le 12 janvier 2021 à

17h36

Ils sont venus, ils sont tous là, ou presque. Elus politiques, responsables institutionnels et associations environnementales se sont retrouvés au Haut-commissariat pour la table-ronde consacrée aux questions environnementales qui touchent l'usine du Sud. Il s'agit notamment de discuter des expertises qui auront lieu sur le site industriel de Goro.

Des expertises environnementales déjà effectuées sur le site de Vale sont également présentées.

Et puis des experts doivent être désignés, qui iront analyser différents aspects liés à l'impact sur l'environnement de l'activité de l'usine du Sud.

Le [collectif Usine du Sud](#), [Usine pays](#) entendait demander à l'Etat lors de cette réunion une expertise du barrage KO2.

Dimanche soir, [Sonia Backès](#) proposait justement une nouvelle expertise pour le barrage.

Qui participe à la réunion ?

Autour de la table donc une trentaine de participants : les représentants de l'Etat, les présidents du gouvernement et du Congrès, les représentants des groupes politiques au Congrès...

Bloquée par le mauvais temps à l'île des Pins, la présidente de la province Sud intervient quant à elle par visio-conférence.

Présents également des responsables de Vale NC et ceux de l'ICAN et du collectif Usine du Sud, Usine pays.

Les présidents du Medef et de la FINC sont là aussi, de même que les représentants de nombreuses associations environnementales comme EPLP, le WWF, l'Oeil, Scal'Air ou le comité Rhéébù Nùù.

"La SLN et VALE représentent près de 15 000 emplois sur les 64 000 que comptent le secteur privé"

« Par ces actions irresponsables, c'est l'avenir même de la SLN qui est menacé et l'équilibre économique de notre territoire.

« Rappelons que la SLN et VALE représentent près de 4 000 emplois directs et plus de 11 000 emplois de sous-traitance, soit 15 000 emplois sur les 64 000 que comptent le secteur privé ! »



Nouméa, le 8 janvier 2021

COMMUNIQUÉ

Consternation !

« C'est avec consternation et la plus vive inquiétude que l'Interpatronale a pris connaissance des déclarations du FLNKS dans l'article intitulé « *Le FLNKS met la pression sur l'Usine du Sud et la SLN* » paru ce jour dans les Nouvelles Calédoniennes.

La prise en otage assumée par une organisation politique d'un outil productif essentiel à l'économie du Territoire, dans le but d'obtenir des contreparties de l'État dans une logique de chantage, constitue un acte d'une gravité exceptionnelle, qui ruine la confiance que devraient pouvoir avoir les entrepreneurs et investisseurs de notre Pays dans leurs Institutions et ceux qui les dirigent.

Nos organisations rappellent que bien loin de permettre à la SLN de « fonctionner », ces agissements conduisent concrètement à la mise au chômage de centaines de salariés, faisant payer un lourd tribut aux familles concernées, mais également aux comptes sociaux de la Nouvelle-Calédonie et par conséquent à ses contribuables, au premier rang desquels ses entreprises, déjà nombreuses à être asphyxiées par des mois de crise.

Par ces actions irresponsables, c'est l'avenir même de la SLN qui est menacé et l'équilibre économique de notre territoire.

Rappelons que la SLN et VALE représentent près de 4 000 emplois directs et plus de 11 000 emplois de sous-traitance, soit 15 000 emplois sur les 64 000 que comptent le secteur privé !

L'Interpatronale en appelle à la responsabilité des élus et à la fermeté de l'État pour que de tels agissements, au même titre que les agressions et exactions perpétrées à l'encontre de plusieurs entreprises depuis des mois ne puissent bénéficier d'aucune clémence et que la justice puisse librement faire respecter l'État de Droit en Nouvelle-Calédonie. »

Le communiqué de l'Interpatronale. Photo LNC

« L'Interpatronale en appelle à la responsabilité des élus et à la fermeté de l'État pour que de tels agissements, au même titre que les agressions et exactions perpétrées à l'encontre de plusieurs entreprises depuis des mois ne puissent bénéficier d'aucune clémence et que la justice puisse librement faire respecter l'État de droit en Nouvelle-Calédonie. »